

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur :

**CAMIEG
Immeuble - Le Tryalis**

11 rue de Rosny

93100 Montreuil

Cahier des Clauses Administratives Particulières

établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Techniques de l'information et de la communication, relatif à :

Prestations de maintenance du site internet de la CAMIEG et ses téléservices

Appel d'offres ouvert en application de l'(des) articles L2124-2, R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat	3
2-	1-
Allotissement.....	3
2- 2-Forme du contrat	3
Article 3 - Généralités	3
3- 1-Pièces contractuelles.....	3
3-	2-
Protection de la main d'œuvre	4
3-3-Réparation des dommages.....	4
3-4-Assurances	4
3- 5-Autres obligations	4
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	8
4- 1-Durée du contrat - Délai d'exécution	8
4- 2-Pénalités.....	8
Article 5 - Prix et règlement	9
5- 1-Contenu des prix	9
5-	2-
Variation des prix	9
5-	3-
Modalités de règlement.....	10
5-4-Périodicité des paiements.....	11
5-5-Avance	11
5- 6-Garanties financières de l'avance	12
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
6- 1-Lieu d'exécution.....	12
6-	2-
Délais d'exécution	12
6-	3-
Modalités d'exécution des prestations	12
6- 4-Documentation	14
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	14
7- 1-Opérations de vérifications	14
7-	2-
Réception, ajournement, réfaction et rejet.....	15
7-	3-
Garantie	16
Article 8 - Utilisation des résultats	16
Article 9 - Marché successif avec le titulaire	16
Article 10 - Cession et nantissementdel'accord-cadre	16
Article 11 - Résiliation	16
Article 12 - Litiges et différends	16
Article 13 - Dérogations aux documentsgénéraux	17

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations de maintenance du site internet et ses téléservices.

Article 2 - Décomposition du contrat

2- 1-Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie : la dévolution en lots séparés aurait pour effet de complexifier techniquement la réalisation des missions attendues et les rendraient financièrement plus coûteuses.

2- 2-Forme du contrat

La Camieg est soumise à l'arrêté du 19 juillet 2018 (paru au journal officiel du 27/07/2018) portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale et au Code de la commande publique.

L'accord-cadre avec un montant minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-4-1° à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique, il est mono-attributaire (article R. 2162-9 du Code de la commande publique).

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à trois mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

Article 3 - Généralités

3- 1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la Camieg et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions de l'accord-cadre ne sont pas opposables à la Camieg.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord préalable et express de la Camieg.

3- 2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'emploi, la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail. Il doit s'assurer, en application du Code du travail, que ses sous-traitants se sont acquittés de leurs obligations de déclarations auprès des organismes de sécurité sociale et des services fiscaux et qu'ils respectent les obligations relatives à l'emploi de salariés. Il devra justifier du respect des stipulations ci-dessus à première demande de la Camieg. En conséquence, le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. En cas de non-respect, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

3- 3-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

3- 4-Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations définies dans le présent accord-cadre. En conséquence, il est le seul responsable, pour les opérations relevant des prestations du présent accord-cadre, des dommages causés, directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et/ou aux biens appartenant à la Camieg.

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes dont il pourrait être tenu responsable en vertu de l'accord-cadre. Il doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile garantissant les dommages corporels matériels et immatériels causés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre. A première demande de la Camieg, le titulaire doit produire les attestations d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont

possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.1 du CCAG TIC).

3-5-2-Confidentialité et sécurité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la prestation effectuée pour l'organisme. Il se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

A) Information confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou DVD, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la prestation.

En conséquence, toutes les informations communiquées au titulaire au moyen de supports informatiques ou support papier sont considérées comme confidentielles, y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.

B) Injonctions judiciaires ou administratives

Si le titulaire était obligé à communiquer une information confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le titulaire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

3-5-3-Obligations de respect des règles issues du règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire a dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre accès à des données personnelles. Il est soumis aux dispositions du règlement général de la protection des données personnelles européen. À ce titre, il doit offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

À cet effet, le traitement des données à caractère personnel est autorisé que sur instruction de la Camieg. Le titulaire :

- a) s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité relative à l'objet du présent accord-cadre ;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité telle que définie ci-dessus ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- c) prend toutes les mesures requises pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- d) tient compte de la nature du traitement, aide la Camieg, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données ;
- e) aide la Camieg à garantir le respect des obligations de protection des données personnelles, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;
- f) selon le choix de la Camieg, supprime toutes les données à caractère personnel ou les lui renvoie au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes et justifie de la destruction de ces données par courriel adressé à la Camieg;
- g) met à la disposition de la Camieg toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la Camieg ou un autre auditeur qu'il a mandaté ;
- h) le titulaire notifie à la Camieg toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse dpo@camieg.org. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la Camieg, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. La notification contient au moins :
 - la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- i) s'engage à informer la Camieg des coordonnées de son délégué à la protection des données, si il en dispose d'un, dans un délai de 1 mois après notification du accord-cadre.
- j) en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de la Camieg. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de la Camieg. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant la Camieg de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

3-5-4-Mesures de sécurité

Les actions effectuées dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ne doivent pas altérer la disponibilité et l'intégrité du système d'information.

Toute faille soupçonnée ou incident de sécurité constaté doit être signalé à votre contact dans l'organisme.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-5-5-Obligations diverses

A) Obligation de la Camieg

La Camieg s'engage à :

- désigner un représentant, chargé de suivre les prestations et de coordonner les relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, la Camieg s'engage à le remplacer dans les plus brefs délais,
- fournir toutes les informations et documents nécessaires à la bonne réalisation des prestations,
- à signaler tout évènement nécessitant une intervention du titulaire.

B) Obligation d'information

Le titulaire est tenu de notifier par écrit à la Camieg, dans un délai de 7 jours, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et de transmettre les pièces qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise;
- à la forme de l'entreprise;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit dans un délai de 3 jours. Les décisions ou communications relatives à des prestations sous traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

C) Obligation relative à la situation fiscale et sociale du titulaire

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'emploi, la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire s'engage à avoir tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les attestations fiscales et sociales à jour.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse support@e-attestations.com).

D) Réglementation relative au travail dissimulé

Une pénalité de 10% du montant de l'accord-cadre est due, dès lors qu'il ait constaté que le Titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail tels que le défaut d'immatriculation, le défaut de déclaration à l'administration fiscale et le défaut de déclaration aux organismes de protection sociale et qu'aucune mesure corrective n'a été prise suite à la mise en demeure.

Article 4 - Durée du contrat

4- 1-Durée du contrat

La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an ferme à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 2 fois, une période de 1 an ferme, puis une période de 2 ans fermes, soit une durée maximale de 4 ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 alinéa 2 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction, le titulaire en est averti trois mois avant la date de la période en cours par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions indiquées dans le CCTP.

Article 5 - Prix et règlement

5- 1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont mixtes. Une partie à prix forfaitaires et une partie à prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

5- 2-Variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année de l'accord-cadre, puis révisibles annuellement.

Ils seront révisibles, à la hausse comme à la baisse, au-delà de la première année par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ». En cas de reconduction, un coefficient de révision sera appliqué aux prix de l'accord-cadre à chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Les prix sont révisibles à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$Pr = P0 \times (0.150 + 0.850 \times (S/S0))$$

Dans laquelle :

- Pr est le prix révisé
- P0 est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement établi dans les conditions économiques du mois « zéro » et le prix précédent pour les révisions ;
- S est l'indice SYNTEC, indice d'évolution de coût de la main d'œuvre, connu et publié sur le site www.syntec.fr. La valeur à prendre en compte est le dernier indice connu au moment de la date anniversaire de la révision.
- S0 est l'indice SYNTEC, indice d'évolution de coût de la main d'œuvre et dont la valeur est établie pour le mois « zéro » (publié sur le site www.syntec.fr).

Les révisions de prix sont applicables aux prestations réalisées après la date de réception de la demande de révision.

Le titulaire devra transmettre les nouveaux prix révisés et la valeur de l'indice de révision 1 mois avant le début de la nouvelle période d'exécution concernée par la révision.

5- 3-Modalités de règlement

5- 3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

5- 3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5- 3-3- Modalités de paiement

Le mode de règlement est le virement bancaire.

5- 3-4- Présentation des factures

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une facture, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les factures devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'adresse de facturation de la Camieg : **CAMIEG - 11, rue de Rosny - 93100 Montreuil-sous-Bois**
- la raison sociale, numéro SIRET et adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire (tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement)
- le numéro et la date de facture
- la référence et l'intitulé du marché / du bon de commande/ de l'ordre de service
- le lieu de la prestation effectuée
- la date ou la période d'exécution
- les montants correspondants aux prestations (HT, taux de TVA et son montant, TTC)
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par le Directeur Comptable et Financier de la Camieg. Toutes les oppositions éventuelles doivent être adressées au Directeur Comptable et Financier de la Camieg.

> Dématérialisation des factures

Depuis le 2 janvier 2024, toutes les factures doivent être dématérialisées.

A cette fin de dématérialisation, la Camieg est connectée à la solution Chorus Portail Pro.

Cette solution technique et gratuite est proposée aux entreprises et aux établissements publics à l'adresse suivante : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr> .

Identifiant CAMIEG pour le dépôt de la facture : SIRET CAMIEG : 49914777500021.
Code service : Non concernée.

Pour tout complément d'information, merci d'adresser un e-mail à l'attention du : pole_achats@camieg.org .

Si vous rencontrez des difficultés, une assistance est disponible sur le portail CHORUS PRO du lundi au vendredi de 08h30 à 18h30.

Pour plus de renseignements, vous pouvez également consulter le site de la communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> .

L'absence d'une des mentions obligatoires et plus particulièrement les références du marché le cas échéant, entraînera le renvoi de la facture. En effet, les demandes de paiement devront respecter les dispositions du décret N°2019-748 du 18 juillet 2019 précité.

Il vous faudra tout d'abord créer un compte en ligne sur le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> .

5-3-5-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-6-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique. Le délai global de paiement commence à courir à la date de réception de la demande de paiement conforme aux prescriptions ci-dessus par les services de la Camieg.

Si la facture est incomplète, erronée ou incohérente, la Camieg suspend le délai de paiement dans la limite d'une fois. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

5-3-7-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5- 4-Périodicité des paiements

Le paiement pour les prestations de nature forfaitaire s'effectue trimestriellement à terme échu après attestation du service fait.

Le paiement des prestations à bon de commandes se fait également après attestation du service fait.

5- 5-Avance

Le cas échéant, une avance sera accordée en application des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique et de l'article 11.1 du CCAG-TIC.

(Article R. 2191-3 du Code de la commande publique) « L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. »

(Article R. 2191-7 al. 2 du Code de la commande publique) Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. »

Pour les TPE ou PME, le montant minimum de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

5-6-Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6- 1-Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées au siège de la Camieg au 11, rue de Rosny à Montreuil (93100).

6- 2- Délais d'exécution

6- 2-1-Début du délai d'exécution

L'accord-cadre débutera à sa date de notification.

6- 2-2-Expiration du délai d'exécution

Dans le silence de l'accord-cadre, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité de l'accord-cadre, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité de l'accord-cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder trois mois après la fin de l'accord- cadre.

6- 2-3-Durée du délai d'exécution

Les délais d'exécution seront indiqués à chaque bon de commande émis selon les prestations réalisées et demandées.

6- 2-4-Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du accord-cadre, dans le cas où l'accord-cadre arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'accord-cadre n'arrive pas à son

terme avant la fin de ce délai. La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du titulaire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que l'accord-cadre n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du titulaire, dans le cadre d'un accord-cadre passé en urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

6- 3- Modalités d'exécution des prestations

6- 3-1-Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par émissions de bons de commandes, selon les besoins de la Camieg, jusqu'à la fin de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande seront exécutoires, même après la fin des délais contractuels de l'accord-cadre, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées au bon de commande ne dépasse pas un délai de 3 mois.

À l'occasion de chaque survenance du besoin, la Camieg adressera un bon de commande au titulaire, sur la base des prix indiqués dans l'acte d'engagement. Ce bon de commande sera transmis par courriel.

Les durées d'exécution sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire notamment de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

Toutes les demandes d'information entre le titulaire et la Camieg, question et réponse, se font par écrit, de préférence sous forme d'un mail.

Les bons de commande comporteront les éléments suivants :

- le nom et adresse du titulaire,
- le numéro et la date de notification de l'accord-cadre,
- les numéros et date d'envoi du bon de commande,
- l'adresse de facturation,
- la désignation des prestations,
- les délais d'exécution de la prestation,
- le montant total hors taxes de la commande,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont les responsables désignés par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui sont notifiés appellent des observations de sa part, il doit les notifier par mail au pouvoir adjudicateur dans un délai de 24 heures ouvrés à compter de sa date de réception, sous peine de forclusion.

6-3-3-Pilotage et suivi

Le titulaire participe, si besoin, pour mener à bien les prestations dont il a la charge, à des réunions de travail qu'il planifie avec la Camieg. Ces réunions se déroulent dans les locaux de la Camieg. Il en assure la préparation ainsi que la rédaction des comptes rendus à adresser par courrier électronique aux représentants concernés.

Les services de la Camieg apportent leur concours et toute documentation utile au titulaire. Celui-ci peut demander des compléments, apporter ses propres éléments d'éclairage et en effectuer la synthèse. Le service communication de la Camieg est chargé du pilotage et du suivi de cet accord-cadre.

Une personne désignée par la Camieg sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour toute la durée du présent accord-cadre. Elle a notamment la responsabilité de valider le contenu et l'organisation des travaux présentés par le titulaire et a la responsabilité d'établir les procès-verbaux de réception.

6- 4-Documentation

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire

à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel et/ou du logiciel livré, ainsi qu'à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7- 1-Opérations de vérifications

7- 1-1 Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

À l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

7- 1-2 Vérifications qualitatives

A) Vérification d'aptitude (V.A.)

La Vérification d'Aptitude intervient après la mise en ordre de l'accord-cadre. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par l'accord-cadre.

Il est fait application des dispositions des articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

En présence d'un représentant du titulaire, la Camieg exécute les tests du cahier de recette élaboré par le titulaire et validé par la Camieg. Cette dernière peut exiger la mise au point de tests complémentaires dont la nécessité est identifiée par la Camieg au cours de la recette.

Le résultat des tests est consigné au fur et à mesure du déroulement des tests de recette par le titulaire et remis à la Camieg dans les mêmes conditions de délai.

A la vue du résultat des tests, la Camieg dispose alors d'un délai d'un mois pour notifier au titulaire par courriel son appréciation qui prend la forme d'une réception de la recette fonctionnelle, d'une réception avec réfaction, d'un ajournement ou d'un rejet. Tout rejet ouvre droit pour la Camieg de résilier le marché. En cas d'ajournement de la recette fonctionnelle, la Camieg précise au titulaire le délai qui lui est laissé pour présenter une nouvelle fois la prestation corrigée. La mise à disposition du service de la prestation corrigée fait démarrer une nouvelle période de recette fonctionnelle. Si, à l'issue de cette seconde recette fonctionnelle, la Camieg n'est pas en mesure de prononcer la recette fonctionnelle, la Camieg peut à son choix, soit résilier le marché aux torts du titulaire, soit organiser des réunions en vue de tenter de trouver une solution aux difficultés rencontrées.

Un procès-verbal de vérification d'aptitude sera établi par le service communication et contresigné par le titulaire.

B) Vérification du service régulier (VSR)

La Vérification de Service Régulier a pour objet de procéder, en environnement réel, aux opérations de contrôle du fonctionnement régulier du service et de sa conformité en tous points à la prestation demandée.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur. Pendant toute la période de vérification de service régulier, le titulaire s'engage à intervenir à sa charge, en cas d'anomalie constatée.

A l'issue de cette période, la Camieg prononce une décision de rejet, d'ajournement, de réception avec

réfaction ou de réception définitive du service. Cette décision est notifiée au titulaire par courriel d'un représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal d'un mois pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai d'un mois les prestations sont réputées reçues.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- de réception avec réfaction ;
- de rejet.

Si le titulaire ne présente pas en temps voulu à la Camieg de nouvelles prestations, la Camieg peut alors prononcer le rejet des prestations et le cas échéant, résilier l'accord-cadre ou prononcer la réception avec réfaction de celle-ci.

7- 2-Réception, ajournement, réfaction et rejet

7- 2-1-Réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas de réception tacite, la réception prend effet au terme du délai mentionné à l'article 7.2 2) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

7- 2-2-Ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations selon les conditions fixées par l'article 34.2 du CCAG TIC.

Toute décision d'ajournement entraîne l'obligation pour le titulaire de procéder aux modifications et/ou corrections nécessaires sans supplément de prix, dans les délais indiqués par la Camieg. A compter de la présentation des nouvelles prestations par le titulaire, la Camieg dispose d'un nouveau délai pour procéder aux vérifications. Toute nouvelle réserve ouvre droit pour la Camieg à prononcer le rejet ou la réception avec réfaction de la prestation.

7- 2-3-Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, dans les conditions de l'article 34.3 du CCAG TIC.

7- 2-4-Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total selon les conditions de l'article 34.4 du CCAG TIC.

7- 3-Garantie

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG TIC, il n'est pas prévu de période de garantie sauf pour les évolutions dont la garantie est fixée à 1 an.

7- 4-Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le pouvoir adjudicateur des mauvaises exécutions des prestations par le titulaire. Les pénalités sont nettes de TVA. Elles s'appliquent quel que soit leur montant.

7- 4-1-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du délai d'exécution indiqué dans le CCTP ou dans le bon de commande, la pénalité de 100 € HT par jour ouvré de retard peut être appliquée.

7- 4-2- Pénalités diverses

En cas de non-respect des clauses prévues au présent accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité de 5 % du montant toutes taxes comprises concerné.

Article 8 - Utilisation des résultats

Le régime retenu concernant les droits de propriété intellectuelle est l'option B de l'article 46 du CCAG-TIC : Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur pour tous les résultats obtenus dans le cadre de l'accord-cadre, plus exactement les évolutions demandées par la Camieg.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, à la Camieg l'intégralité des droits ou titres de toutes natures afférentes aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement et de tous les développements spécifiques dans leur ensemble et leurs évolutions.

Article 9 - Marché successif avec le titulaire

Conformément aux articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, la Camieg pourra conclure avec le titulaire un nouveau marché, suivant une procédure sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations complémentaires ou similaires.

Article 10 - Transférabilité ou réversibilité

L'article 42 du CCAG-TIC s'applique.

En fin d'accord-cadre, le titulaire s'engage dans les conditions qui seront dans le CCTP à permettre la réversibilité des prestations afin de permettre à la Camieg de faire reprendre sans difficultés par tout tiers lesdites prestations et ce dans les meilleures conditions.

En fin d'accord-cadre le titulaire se devra d'assurer la continuité de service selon les conditions techniques et tarifaires de l'accord-cadre sortant durant toute la période de transférabilité au nouvel opérateur retenu (jusqu'à la date d'ordre de marche de l'opérateur entrant).

Article 11 - Cession et nantissement de l'accord-cadre

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L. 2191-8 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le Directeur de la Camieg ou ses représentants habilités.

Article 12 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC.

Article 13- Litiges et différends

- Règlement à l'amiable :

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Règlement juridictionnel :

Le tableau VIII-II annexé au Code de l'organisation judiciaire fixe la liste des tribunaux judiciaires compétents en la matière et précise leur ressort territorial (article L211-1 et suivant et R211-1 de ce code) issu du décret n° 2009-1455 du 27 novembre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique. Pour la Camieg, il s'agit du tribunal judiciaire de Paris.

Tribunal Judiciaire de Paris
Parvis du Tribunal de Paris
75017 PARIS
Téléphone : 01.44.32.51.51
site internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

En revanche, pour les litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés publics, le tribunal compétent reste celui du lieu d'exécution du marché.

Article 14 - Dérogations aux documents généraux

L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG TIC.

L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG TIC.

L'article 4.2.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG TIC.

L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 36.1 du CCAG TIC.